



30 octobre 2020

La lettre d'Ensemble!

Ne confiner ni nos réflexions ,

Ni nos exigences !

Déclaration d'Ensemble !



L'ampleur de la deuxième vague de l'épidémie en France et en Europe oblige à des mesures drastiques, dont un nouveau confinement afin d'éviter l'effondrement de notre système hospitalier et

une forte augmentation du nombre de morts. Contrairement à ce qu'affirment Emmanuel Macron et ses ministres, tout n'a pas été fait depuis la fin du confinement du printemps pour enrayer l'épidémie : obligation tardive du port du masque (et refus de la gratuité), politique de tests erratique, manque de préparation de l'hôpital à la deuxième vague, notamment par des recrutements massifs...

Les conséquences en sont dramatiques en termes de privations de libertés, de risques sanitaires accrus avec la surcharge des hôpitaux, d'effondrement de l'économie qui vont aggraver chômage, précarité et misère.

A une telle situation il faut répondre par la solidarité sociale. D'abord solidarité avec celles et ceux qui à nouveau se trouvent en première ligne : soignants, enseignants, travailleurs sans possibilité de télétravail. Des négociations doivent s'ouvrir sur les secteurs économiques prioritaires et ceux qui peuvent attendre, tels Amazon et autres hypers. Les jeunes sont mis en difficulté pour leurs études et dans leurs conditions de vie.

La santé publique ne se gère pas par des décisions verticales, dont Macron refuse de sortir. Elle nécessite une confiance et l'implication des populations par la transparence des mesures prises, le débat, l'association des premiers intéressés, leur mobilisation et leur organisation... Il faut une véritable démocratie sanitaire. La dégradation de l'hôpital public est le résultat d'années de destruction du fait de la politique libérale des divers gouvernements, pour lesquels l'austérité budgétaire passait avant la santé.

En ce domaine la responsabilité des gouvernements et du président de la République sont entières : le macronisme est d'abord l'accentuation des politiques libérales.

Nous contacter :

contact@ensemble-fdg.org

[@Ensemblefrontdegauche](https://www.instagram.com/Ensemblefrontdegauche)

[@Ensemble_FdG](https://www.instagram.com/Ensemble_FdG)

Rédigée par les militantes et militants d'Ensemble!, mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire, cette lettre propose les analyses du mouvement et des informations pour aider aux luttes et au rassemblement de celles et ceux qui pensent qu'un autre monde est possible.

Des mesures d'urgence sociale indispensables

La crise actuelle est mondiale et exige une rupture totale avec les règles économiques et sociales jusqu'ici dominantes. Oui, la santé, la vie humaine, les droits sociaux doivent prévaloir sur l'économie capitaliste et les profits privés.

Avec les syndicats et associations du collectif Plus jamais ça, avec les forces de gauche, écologistes et citoyennes, il convient de proposer la planification de mesures d'urgence :

* renforcement immédiat des services publics avec une aide immédiate aux hôpitaux en s'engageant à satisfaire les revendications posées depuis des années (100 000 embauches et une augmentation substantielle des rémunérations des infirmiers.es et aides-soignant.es).

* Pour donner confiance à la population : abandon immédiat de toutes les mesures antisociales : annulation de la réforme de l'assurance-chômage, du projet de réforme des retraites.

* « Quoi qu'il en coûte » il faut immédiatement annoncer que personne ne doit vivre en dessous du seuil de pauvreté, à 75% du SMIC, et simultanément que tous les salaires doivent être garantis à 100% autour d'une sécurité sociale universelle.

* Alléger et/ou exonérer de leurs loyers tous ceux qui sont touchés par une suspension totale de leur activité et ceux qui sont touchés par une baisse de leurs revenus.

* De la même façon, envisager des annulations de cotisations et de dettes pour ceux qui sont obligés de cesser leur activité.

* Les travailleurs et travailleuses doivent pouvoir exercer un veto suspensif sur les plans de licenciements, avec un droit à des propositions alternatives, incluant une réduction massive du temps de travail (32 heures ou moins).

* Application sans délai des mesures de la conférence citoyenne pour le climat et des 34 mesures du collectif Plus jamais ça

* En direction de toute l'Europe, les pouvoirs publics doivent exiger une mutualisation des dettes, une monétisation des dépenses publiques sous la garantie de la Banque centrale européenne dont il faut reprendre le contrôle.

La société française est en état de choc avec l'aggravation de la crise épidémique et après le nouvel attentat de Nice. On entend encore une fois à l'extrême-droite des paroles de « guerre ».

Il faut réagir collectivement, mais avant tout en suscitant l'apaisement, la démocratie et le respect des droits humains :

* L'apaisement en arrêtant immédiatement les projets qui fracturent la société, en commençant par l'annulation de la loi «séparatisme ».

* Les droits humains en amplifiant la protection contre les effets de l'épidémie.

L'Equipe d'Animation Nationale d'Ensemble

